

**Excellence Monsieur le Président de la 78^e Session
de l'Assemblée Générale des Nations Unies ;**

**Excellence Monsieur le Secrétaire Général de
l'Organisation des Nations Unies ;**

Distinguées personnalités ;

Au nom de Son Excellence le Capitaine Ibrahim
TRAORÉ, Président de la Transition, Chef de l'État,
recevez les salutations fraternelles du Peuple et du
Gouvernement du Burkina Faso.

Au nom du Peuple Burkinabè, je m'incline
respectueusement sur la mémoire des grands leaders
dans le monde qui ont fait rêver et espérer d'une
société humaine juste et équitable à travers leur
engagement, détermination et esprit de sacrifice. Je
cite notamment :

- Fidèle CASTRO de Cuba ;
- Patrice Emery Lumumba du Congo ;
- Kwamé N'Nkrumah du Ghana ;
- Modibo KEITA du Mali ;
- Ruben Um Nyobé et Félix Moumié du Cameroun ;
- Sylvanius OLYMPIO du TOGO ;
- Che Guevara de l'Argentine ;
- Martin Luther King et Malcolm X des États-Unis d'Amérique ;
- Nelson Mandela de l'Afrique du Sud ;
- Jomo Kenyatta du Kenya ;
- Amilcar Cabral de la Guinée Bissau et des îles de Cap Vert ;

- Marien Ngouabi du Congo Brazzaville ;
- le Capitaine Noël Isidore Thomas SANKARA du
Burkina Faso ;
- Etc.

Ces leaders ont été pour la plupart, exécutés de façon violente, et d'autres, assassinés à travers le feu des prisons et des empoisonnements. Leur seul crime a été pour chacun d'eux l'incarnation des rêves, des ambitions, de l'espoir des peuples meurtris, violés, violentés et pillés !

Monsieur le Président ;

Ma présence à cette tribune Honorable des Nations Unies, au nom du Burkina Faso, Pays des Hommes intègres, n'est pas pour ériger des murs de lamentations. Je ne suis pas non plus là pour vous livrer un discours de convenance. Mais j'ai été plutôt mandaté en sacrifice pour vous dire que le mensonge d'État, l'hypocrisie diplomatique, la boulimie du pouvoir, la recherche effrénée du gain, l'esprit démoniaque de domination et d'exploitation de l'Homme par l'Homme sont les vraies plaies qui gangrènent notre vivre ensemble et font courir toute la société à sa perte, y compris donc notre organisation, l'ONU.

- 1. Son Excellence Monsieur Antonio Guterres,
Secrétaire Général de l'Organisation des Nations
Unies (ONU) ;**
- 2. Son Excellence Monsieur Joe Biden, Président
des Etats-Unis ;**
- 3. Son Excellence Monsieur Dennis Francis,
Représentant permanent de la Trinité-et-Tobago
auprès des Nations-Unies, élu Président de la 78^e
Session de l'Assemblée Générale.**
- 4. Son Excellence Monsieur Luiz Inacio Lula da
Silva, Président de la République fédérative du
Brésil ;**

Permettez-moi de reprendre ici des parties de vos discours respectifs prononcés à cette même tribune à l'ouverture de cette 78^e session :

Primo : « Nous sommes dans un monde sens dessus-dessous ! Des cadavres jonchent les plages où des milliardaires se prélassent » ;

Secundo : « Nous sommes à la croisée des chemins. Nous avons une cause commune à savoir, léguer à nos enfants un monde avec un bon climat social. » ;

Tertio : « Malgré les difficultés, nous pouvons nous en sortir ; ce ne sont pas les capacités qui manquent mais la volonté politique. Si non, nous pouvons apporter le progrès et la paix pour tous » ;

Quarto : « Il y a dissonance entre les discours et les pratiques, les faits. Le Conseil de Sécurité de l'ONU est paralysé. L'ONU doit assumer ses fonctions d'un monde solidaire et équitable conformément aux principes édictés dans la Charte. Cela suppose qu'on ait le courage de lutter contre les inégalités ».

La quintessence des expressions de ces quatre hautes personnalités signifie clairement que les inégalités dans le monde sont voulues, si non qu'avec un minimum de courage et de volonté politiques nous pouvons, à défaut de les éradiquer, les amenuiser à leur congrue expression !

En effet, chaque année les discours pleuvent au même titre que les promesses et engagements. Les preuves de la dissonance entre les discours et les faits sur ces questions de principes contenus dans la Charte de l'ONU dont la justice, l'égalité, la dignité, l'intégrité, le droit à l'autodétermination, la souveraineté des États, l'inviolabilité du territoire et le respect du droit international sont ce qui se passe en Libye, dans le Sahel (précisément sur le Niger) et sur la crise entre la Russie et l'Ukraine.

D'abord, en Libye, suite à cette catastrophe diluvienne, des milliers de vies ont été fauchées. Pour badigeonner nos consciences de tranquillité transparente, chaque Nation se précipite pour

présenter sa compassion, sa solidarité. C'est certes pour donner l'impression que nous vivons en société et que nous défendons des valeurs. L'honnêteté intellectuelle recommande et l'histoire des consciences nous reflètent que nous devons présenter nos sincères excuses au peuple Libyen pour avoir été, collectivement et individuellement, par passivité condamnable ou par complicité active et inacceptable, aux côtés des bourreaux qui ont été la première catastrophe anthropique en Libye. C'est cette catastrophe qui a mis la Libye à genoux en la saccageant et tuant son guide, avant que les eaux du déluge ne viennent l'endeuiller davantage. Et malheureusement, à la tête de cette catastrophe

humaine étaient l'ONU sous la résolution 19-70 et le silence coupable voire la complicité de la CEDEAO et de l'Union Africaine. Cette macabre intervention, avec la France de Nicolas SARKOZY en tête, a liquidé le guide libyen le Colonel Mouammar Kadhafi, le 20 octobre 2011. Si les condoléances au peuple Libyen avaient un minimum de bon sens et sans hypocrisie, cette diplomatie macabre n'aurait jamais lieu autour du cas du Niger pour y créer une Libye bis.

Ensuite, pour preuves que les relations internationales sont teintées d'une haute hypocrisie diplomatique dénuée de conscience, de morale, de dignité, d'intégrité, de justice donc de paix, ce sont encore les mêmes gesticulations dans un alignement scandaleusement mortifère qui s'agitent comme des fauves autour de leur proie blessée pour la dévorer.

Aujourd'hui, nous avons fait le constat malheureux que contrairement aux discours de profession de bonne foi prononcés à cette haute tribune de l'ONU invitant au respect de la charte de l'ONU et du droit international, les dirigeants représentant le peuple frère du Niger ont été pratiquement interdits d'accès au siège des Nations Unies.

Le Burkina Faso condamne fermement cette manœuvre sordide qui relève de pratiques moyenâgeuses. Cela ne peut évidemment se faire que par des esprits en perte de valeur essentielle pour toute vie harmonieuse en société. Du communiqué lu par les autorités du Niger, il ressort que la France, de connivence avec le secrétariat général de l'ONU sont à la base de cette situation inqualifiable. De ce fait, nous renchérissons pour dire que l'ONU ne doit en aucun cas être un instrument dans les mains d'un quelconque pays, fut-il la France.

Les leaders panafricanistes qui se sont battus pour l'unité africaine, nos grands-parents qui sont tombés dignement sous les balles assassines des colons, les dignes fils africains qui se sont sacrifiés pour l'honneur sur le continent et qui ont lutté ferocement contre la traître négrière et le néocolonialisme ont eu leur sommeil de guerriers perturbé pour avoir entendu qu'une poignée d'enfants égarés de l'Afrique tiennent le Niger tel une boule de coton à l'envahisseur afin qu'il y mette le feu. Oui, cher Continent Africain, une poignée de tes enfants a décidé de t'humilier et de te vilipender à travers le mensonge éhonté d'État en commençant par le Niger. Par conséquent, je lance un appel

vibrant et solennel aux peuples Senegalais, Beninois, Nigérian, Ghanéen, Tchadien, Ivoirien, Comorien, Bissao-Guinéen et tous les peuples d’Afrique à se mobiliser davantage dans la fraternité et la solidarité africaine afin d’éviter que les impérialistes mettent le feu au Niger comme le cas de la Libye.

Monsieur le Président de la 78^e Session de l’Assemblée Générale ;

Monsieur le Secrétaire Général de l’ONU ;

Distinguées personnalités en vos grades, titres et rangs respectifs ;

J'insiste à cette tribune de l'ONU et devant le monde entier que la CEDEAO, l'Union africaine et l'ONU doivent impérativement se muer en des organisations véritables des peuples en lieu et place de structures d'une minorité de Chefs d'Etat. Elles ne doivent pas être utilisées et instrumentalisées pour déstabiliser des Pays frères en assassinant leurs leaders. Ce n'est qu'à ce prix que la Charte de l'ONU et le droit international auront un sens !

Enfin, parlant de la Charte de l'ONU et du Droit international, un conflit entre la Russie et l'Ukraine est entretenue et voulue par certaines autres puissances.

Ainsi, plusieurs Pays occidentaux notamment les États-Unis et l'Union Européenne y ont déversé toute sorte de soutiens notamment militaires. Les populations civiles ukrainiennes engagées comme volontaires dont certains pilotent mêmes des chars sont félicitées et traitées de patriotes.

Le Mali, le Niger et le Burkina Faso font face à une guerre qui leur a été imposée par l'impérialisme sous le couvert de terroristes de tous acabits (AQMI, DAESH, JNIM, etc.) semant terreur et désolation. Malgré l'existence de cette même Charte des Nations Unies avec ses principes d'égalité, de justice d'une part et d'autre part du même droit international

invoqué à cette tribune de l'ONU, il y a nettement un fossé abyssal dans le traitement des questions. En effet :

Prenant le cas du Burkina Faso, les populations civiles face aux incursions barbares et meurtrières des terroristes ont décidé de s'engager aux côtés des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Ces populations ainsi engagées, formées et encadrées par les FDS sont appelées des Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP). Ainsi, au Burkina Faso, nous avons 58 000 VDP dont 42 000 VDP Communaux et 16 000 VDP Nationaux qui combattent sur tous les fronts aux côtés des FDS, formés-encadrés-orientés par elles. Celles-ci

n'agissent que sur instruction et surveillance des FDS et conformément à des textes réglementaires en vue de protéger leurs vies et leurs biens. Ce sont ces Patriotes que certains chefs d'État de la CEDEAO et de l'Union Africaine, sur instrumentalisation de puissances impérialistes capitalistes, tentent de faire croire à la Communauté internationale que ce sont des milices : c'est cela le mensonge éhonté d'État !

Monsieur le Président ;

Si la communauté internationale était honnête et sincère dans son engagement contre le terrorisme, il ne perdurera point de sorte à ce que des populations civiles s'engagent et se forment pour assurer leurs

propres défenses. Parlant d'un manque de franchise de cette Communauté internationale, voici des exemples :

Premièrement, lorsque le Mali, le Burkina Faso, le Niger et d'autres pays se sont organisés sur leurs frontières communes en mutualisant leurs forces pour faire face au terrorisme, la France est venue de nulle part imposer son instrument qu'est le G5 Sahel.

Aujourd'hui, la CEDEAO qui a subitement une force d'intervention pour rétablir des démocraties a annoncé un apport de 2 milliards de dollars US. Mais de la création de cette G5 Sahel jusqu'à sa propre vaporisation, cette CEDEAO n'a pu déboursier que 25 millions de dollars US. Où est donc le sérieux dans

la défense des vies humaines prônée par la Déclaration universelle des droits de l'Homme et des Peuples.

Deuxièmement, le Burkina Faso subit des sanctions cyniques suite au coup d'État du 30 septembre 2022.

Cette nébuleuse dite Communauté internationale, sous l'impulsion de la France qui est passée par ses valets locaux en Afrique a tenté d'abord de faire nommer un Premier ministre au Burkina Faso en vain, ensuite ils sont passés à l'imposition de ministres dans des postes stratégiques au sein du Gouvernement Burkinabè en vain et enfin ils ont négocié le maintien des relations afin que le Capitaine Ibrahim TRAORE mette en œuvre tout ce

qu'ils décideront, condition sine qua non d'une durée à souhait au pouvoir. L'ayant aussi refusé au nom de l'intérêt supérieur de son Peuple, une avalanche de mesures répressives, de menaces, de tentatives de coups d'État, manœuvres immorales sont en élaboration dans des laboratoires criminels.

Et malheureusement, toutes ces manœuvres et missions macabres sont pilotées en marionnettes téléguidés par des personnages de couloirs présidentiels africains.

C'est ainsi que même cette fameuse initiative d'Accra sans le Mali n'a pas fait long feu.

Troisièmement, en plus des coupures d'aides, d'annulation de conventions de formations de nos Forces de Défenses et de Sécurité (FDS), nous assistons au blocage de notre matériel militaire commandé avec la sueur de nos compatriotes, toujours sous l'impulsion de la France.

En exemple, pour les vecteurs aériens nécessaires pour le contrôle et la défense du territoire, nous avons eu un contrat avec le Brésil dont la Licence d'Arme devait provenir de la Belgique, et le système de Navigation et de Tir ainsi que des Cameras des États-Unis d'Amérique, puis un Moteur du Canada. Ces moyens sont aujourd'hui fallacieusement et

cyniquement bloqués. Vous parlez de Défense de Droits Humains à cette tribune de l'ONU, je vous invite donc à nous livrer incessamment nos Armes pour la défense et la protection de nos populations meurtries. En tout état de cause, vous êtes solennellement saisis et si rien n'est fait, l'histoire vous tiendra responsable de non-assistance à personnes en danger !

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale ;

Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU ;

**Chères personnalités dotées toujours d'un
minimum de bon sens ;**

Ce tableau peu reluisant de cette communauté internationale caractérisé par la non-assistance à l'État en proie au terrorisme, l'hypocrisie internationale, la suprématie de quelques puissances au sein de l'ONU, la complicité au pillage de l'Afrique, etc. ne commande-t-il pas la traduction de cette communauté internationale devant la CPI ?

En un mot, notre sécurité sera assurée par nous-mêmes en priorité et non par quelqu'un d'autre.

Sur la question de la présence de WAGNER au Burkina Faso chantée par une certaine presse téléguidée depuis l'Elysée, je répondrai ceci :

**Oui, Monsieur le Président, c'est nous les
WAGNER du Burkina Faso ! Oui, ces braves FDS
et VDP sont les WAGNER du Burkina Faso !!**

Par conséquent, du haut de cette Tribune de l'ONU
qui magnifie le sacrifice de tout patriote au nom de
l'intérêt national, je salue vivement la mémoire de
tous ceux qui sont tombés les armes à la main et
magnifie le courage et l'intégrité de ceux qui sont
toujours en vie et foncent inexorablement et de façon
sacrificielle vers la victoire de notre peuple et la
sauvegarde de notre Patrie.

Au lieu de nous aider à arrêter cette saignée humaine, ce sont des accusations fallacieuses, des mensonges éhontés d'État englobées dans une diplomatie d'hypocrisie et des menaces voilées pour nous indiquer des partenaires à fréquenter et des conduites à tenir ! Nous disons non !

Au nom de la même Charte des Nations Unies et du Droit International que vous évoquez tous et toutes ici à cette Tribune, les peuples Africains en Général et Sahéliens en particulier sont résolument engagés à assumer absolument et pleinement leur émancipation totale pour un progrès social véritable. Ainsi, le Burkina Faso liera de façon souveraine ses

partenariats avec qui il veut et achètera ses moyens de défense avec qui il veut ! Qu'un pays s'appelle Russie, Iran, Turquie, Azerbaïdjan, Cuba, Nicaragua, Corée du Nord, le Burkina Faso y achètera et y vendra librement ses produits sans intermédiaire encore moins une autorisation de qui que ce soit ; et cela, advienne que pourra !

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale ;

Monsieur le Secrétaire Général de l'ONU ;

Chères personnalités dotées toujours d'un minimum de bon sens ;

Parlant toujours d'hypocrisie et de mensonge d'État, dans cette question de lutte contre le terrorisme en Général et dans le Sahel en particulier, voici d'autres faits que vous n'ignorez certainement pas et j'en suis certain :

Primo, dans le Sahel nous avons près d'une dizaine de milliers de soldats d'armées étrangères composés en majorité de soldats français mais également des soldats américains, allemands, italiens, etc. avec des armes, des matériels volants et de surveillance des plus sophistiqués au monde et malgré tout, personne ne voit des colonnes de centaines de terroristes se déplacer pour aller servir la désolation et la mort, souvent avec des armes inimaginables.

Au Mali, au Niger et au Burkina Faso, il n'y a ni usine de fabrication d'armes ni de munitions. **Qui** recrute donc ces terroristes ? **Qui** les entraînent ? **Qui** les dotent en permanence ? **Qui** les nourrit et avec quels moyens ? **Croyez-vous** à cette philanthropie au nom de laquelle des occidentaux vont envoyer leurs militaires au Sahel mourir pour les beaux yeux des Sahéliens ? Si oui, qu'est ce qui justifie les énervements et autres gesticulations diplomatiques dès qu'on dit à la France de déguerpir militairement?

La vraie raison, ce sont les ressources du sous-sol au Sahel ! En effet, l'Assemblée nationale française a voté la loi n°057-7-27 du 10 janvier 1957 paru dans le journal officiel de la République Française du 12

janvier 1957 portant création de l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS) qui regroupe des parties du Mali, du Burkina Faso, du Niger, de la Mauritanie, de l'Algérie, etc. Cette zone n'a jusque-là pas d'égale dans le monde en termes de richesses du sous-sol. A titre d'exemple, la nappe phréatique la plus importante va de la Mauritanie à la Somalie en passant par le Mali, l'Algérie, la Libye, le Niger, etc. Le journal le Monde du 23 juillet 1957 avançait le chiffre de 6 à 7 millions de tonnes de pétrole comme production potentielle annuelle du Sahara. En plus de ces ressources naturelles, nous avons l'uranium, l'or, le cobalt, le zinc, le diamant, le lithium, le cuivre, etc.

Si vous les occidentaux, vous aimez tant les Sahéliens pour y amener vos militaires mourir au nom de la démocratie, de la liberté, des Droits Humains et de la paix, pourquoi tout le Continent Africain qui compte 1,3 Milliards d'Habitants, donc le deuxième Continent le plus peuplé, 30 415 873 Km², et 54 États n'a aucun siège permanent au sein du Conseil de Sécurité avec un Droit de Veto ? N'est-ce pas au-delà d'un crime d'État, un Crime ONUsien?

Donc halte au mensonge diplomatique grossier consistant à dire que ces puissances impérialistes viennent au sahel pour défendre la Démocratie et des Droits Humains.

Parlant de Droits Humains, je vous rappelle que la première Charte au Monde sur cette question de Droits de l'Homme est bien celle de **KURUKAN FUGA** de 1236 au Mandé, actuel Mali.

De ce fait, que les moralisateurs expansionnistes gardent leurs rhétoriques de respect de droits humains à géométrie variable pour leurs terroristes qu'ils encadrent.

Secundo, l'Afrique n'aime pas comparer les morts ! C'est un manque d'éducation que de le faire ! Par conséquent, je m'incline respectueusement sur la mémoire de toutes les nationalités ayant perdu la vie en Afrique en générale et au Sahel en particulier. Ainsi, sur les sorties hasardeuse, condescendante et

malheureuse du **Président de la République Française Emmanuel Macron** et qui frisent souvent le ridicule tout se glorifiant d'une hypothétique condescendance sur les peuples africains, je m'impose le devoir de lui faire un petit cours d'histoire sur sa propre histoire. Voilà pourquoi, les salles de classes sont faites pour que les enfants apprennent les cours et grandissent bien, que de s'adonner à autre chose au risque de se perdre à jamais. Mais pour commencer, je précise qu'aucun peuple africain ne s'est opposé au peuple français : il n'y a pas donc de sentiment antifrçais en Afrique et il y en aura jamais du fait de notre légendaire hospitalité et amour du prochain. Il y a que les

peuples africains refusent la condescendance, l'arrogance, l'insolence, la suffisance, le paternalisme, le pillage de ses ressources et le crime organisé.

En effet, pour votre mémoire, **Monsieur Emmanuel MACRON** :

D'abord, je rappelle l'appel à travers la BBC en Angleterre le 14 juin 1940 lancé par votre propre grand-père le Général De Gaule à l'endroit de l'Afrique pour venir sauver la France des griffes des Nazis. Comme rappel nous avons :

- ✓ « 17 000 Maliens morts pendant les deux guerres mondiales. Une dette de sang que la France semble avoir occulté », Cf livre de Bakari KAMIAN, Professeur agrégé de l'Université-Sorbonne : « Des tranchées de verdum à l'église Saint-Bernard : 80 000 combattants maliens au secours de la France (1914-1918) et 1939-1945 ». (Editions KARTHALA./ 2001. Extraits : 343- 345) ;
- ✓ « ...Les morts pour la France (Page 343) Tableau 20 : les vétérans en AOF, 1952 et 1959 ;
- ✓ Page 344, Tableau 21 : Les vétérans soudanais des deux guerres :
 - Total des victimes du Mali, du Burkina Faso et du Niger : 82 208 Combattants tombés ;

-Total Général AOF : 154 519 combattants. Cf.

Source : Henri LIGER, Rapport de fin de mission en AOF, Dakar, le 13 juillet 1950, Archive du Sénégal, cote 4 D 68 (89) - voir Annexe V.

Ensuite, le 17 novembre 1986, François Mitterrand, président Français d'alors, en réponse au **Capitaine Thomas SANKARA** disait : « *l'Afrique a été pillée. J'ai parlé de matières premières. J'aurais dû parler des hommes ! Pendant des siècles, on vous a exploité humainement : on a volé vos hommes, vos femmes, vos enfants. On s'est servi de vous. Je comprends votre refus, votre révolte, et j'approuve votre combat. Vous avez raison de refuser d'être un Continent sacrifié. Le moment est venu où vous*

devez vous-mêmes développer vos économies à partir de ses biens et de ses hommes. Et le devoir de ces pays qui ont profité abusivement du travail africain, c'est de restituer à l'Afrique une part de ce qui a été pris au travers des siècles derniers ».

Effectivement, l'Afrique a toujours été vachement pillée mais elle reste riche en Hommes, en valeur et en richesses minières. Pour preuves :

Parlant de ces Ressources minières, l'Afrique c'est :

- 30 % des réserves minérales mondiales ;
- 40 % des réserves d'Or ;
- 33 % des réserves de diamants ;
- 80 % des réserves de coltan (téléphones) ;
- 60 % des réserves de Cobalt (batteries) ;

- 55 % des réserves en Uranium etc.

C'est pour la défense ferme de cette Afrique que la jeunesse africaine est plus que jamais debout.

Monsieur MACRON, avez-vous encore besoin d'un peu d'histoire pour vous remémorer ?

Enfin, bien avant cette sortie regrettable et donc malheureuse du **Président français Emmanuel Macron**, il s'était attaqué comme tant d'autres de ses compatriotes politiciens à la maternité africaine et là aussi, je tiens à lui rappeler que :

- l'Allemagne compte 83 millions d'habitants environ sur une superficie de 347 000 Km² face au Congo qui a 95 millions d'habitants sur une superficie de 2 345 000 Km² ;
- la Belgique compte 11 millions d'habitants sur une superficie de 30 000 Km² face au Gabon qui a 2,5 millions d'habitants sur 267 000 Km²;
- la France compte environ 68 millions d'habitants sur 672 329 Km² face à la Namibie qui compte 2,5 millions d'habitants sur 825 000 Km².

C'est fort de tout ce qui précède que **Aimé Césaire** (*Paix à son âme*) disait : « *l'Afrique est le seul continent au monde où les populations chantent, dansent et applaudissent pour ceux qui les*

appauvrissent, les affament et les torturent. Le malheur de l'Afrique c'est d'avoir rencontré la France » !

Certes que l'Occident a violenté, violé et volé l'Afrique, quelle est notre part de responsabilité en tant que dirigeants africains ?

N'est-ce pas nous, dirigeants africains, qui prêtons le flanc pour qu'on nous piétine ? En effet, nous avons abandonné notre identité pour ne rien être. Nos noms ont disparu pour faire place à d'autres noms importés et qui ne collent pas à nos réalités. Il nous faut reconquérir notre culture. Nous avons singé en copiant l'occident en monogamie, voilà qu'aujourd'hui on veut nous faire croire que des

contre valeurs, des attitudes contre natures relèvent du ressort de la liberté ! Il ne sera pas question d'homosexualité chez nous !

Monsieur le président ;

Ce qui vient d'être décrit sont les étiquettes profondément malheureuses d'une ONU aujourd'hui résumée qu'à sa portion de forme car :

- 1,2 milliards de personnes sont plongées dans la misère ;
- 2000 milliards de dollars US dans l'armement ;
- 20 fois le Budget de l'ONU dans le nucléaire ;

- sur les questions de développement, l'Afrique reçoit du FMI et de la Banque Mondiale 34 milliards de dollars US contre 160 Milliards de Dollars US à l'occident ;
- la paralysie du Conseil de Sécurité de l'ONU ;
- la paralysie de l'Organisation Mondiale du Commerce;
- la montée des tensions suite aux repositionnements géostratégiques ;
- l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) est bloquée ;
- Le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale (BM) qui fonctionnent en véritables usuriers;

- l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui est de plus en plus dominée par les firmes pharmaceutiques de rente donnant ainsi une priorité commerciale que sociale aux vaccins tel que le vaccin contre la COVID-19 ;

- l'ONU qui devient de plus en plus l'ombre d'elle-même de par les tentatives de sa prise en otage par un conglomérat de puissances internationales brouillant ainsi la clarté et le sérieux dans ses prises de décisions;

- etc.

Par conséquent les peuples africains en général et Sahélien en particulier se battront vigoureusement pour que la CEDEAO, l'Union Africaine et même l'ONU soient des institutions au service véritablement des peuples du monde pour leur profonde émancipation et le progrès social véritable.

Parce que ce sont les manquements de ces organisations, leur manque de sincérité, leur décision clientéliste et à géométrie variable, la couverture des tripatouillages constitutionnelles avec leurs lots de crimes, la promotion de la mauvaise gouvernance, le pillage, la désorganisation sociale et la corruption qui conduisent inmanquablement aux coups d'Etat qui ne sont

donc que des conséquences. Traitons donc les causes et les conséquences disparaîtront d'elles-mêmes.

Mais si nous continuons avec ce jeu de l'autriche, à la diplomatie d'hypocrisie, au mensonge éhonté d'État, aux crimes organisés, aux tripatouillages constitutionnels et à la fabrication de larbins à la tête de nos États Africains, même l'ONU risque de ne pas échapper à un coup d'État ! A bon entendeur salut !

Dans ce sens et afin de prendre leur destin en main, le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont signé l'Alliance des États du Sahel en abrégé AES.

L'AES est une architecture pour la sécurisation de nos pays partant du traité révisé de l'autorité de développement intégré de la Région du Liptako-Gourma. Prenant en compte la situation sécuritaire et surtout le manque de franchise dans le partenariat ; il s'agit de compter sur nos propres ressources en recherchant la mutualisation de nos moyens et à œuvrer à faire disparaître les discontinuités dans les espaces de manœuvre opérationnelles.

Monsieur le Président ;

Je vous signifie avec force et fermeté, dans une haute et intelligible voix que :

Primo, nous, peuples africains, sommes foncièrement démocrates. Pour preuve, notre attachement à la dignité humaine transcende la démocratie ! Ce que nous refusons, c'est moins donc la démocratie, que « le piège de la démocratie » qui nous est tendu. Ainsi, la démocratie électoraliste, s'est avérée un moyen de contrôle de nos Etats à travers le jeu de chaises musicales de dirigeants très souvent imposteurs, corrompus, voleurs et violeurs

de constitution car étrangers au seul intérêt de nos Etats africains qui vaille.

Secundo, nous africains, sommes-nous aujourd'hui reconnus dans notre DIGNITE D'HOMME, au sens de « Un Homme est égal à un Homme » ? La réponse, assurément est NON, au-delà des convenances circonstanciées pour nous endormir et mieux nous asservir ! Triste pour le continent noir, reconnu scientifiquement comme berceau de l'humanité mais dans la réalité humilié, placé sous contrôle dominé !

Des indépendances factices aux guerres fratricides, de la démocratie électoraliste aux aides biaisées, des guerres de rapine au terrorisme malicieusement fabriqué, entretenu et injecté dans nos contrées africaines notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, il y a une seule constante : nous dominer, maintenir le « pied sur notre cou » tel le cas de notre malheureux frère George Floyd aux États-Unis ici même ! Est-ce cela la démocratie ?

Et il se trouve des partisans de cette conception étreinte de la liberté pour justifier intellectuellement l'asservissement et la barbarie contre nos peuples en lutte pour leur dignité et leur souveraineté au nom

d'un principe paradoxal de liberté qui, in fine assassine la liberté. Oh Liberté, quel crime n'a-t-on pas commis en ton nom !

C'est pourquoi, nous décidons désormais de dire NON ! NON à tous ces « amis qui nous veulent du bien » au point de nous menacer de guerre pour imposer leur amitié ! Nous adapterons cette démocratie tant brandie et chantée par des Loups dans des peaux de béliers, afin de secréter, par nous-même, le leadership politique adéquat pour nos peuples en vue de leur BONHEUR. Oui, l'émancipation totale et le Progrès social véritable pour nos peuples constituent la finalité de toute

action qu'elle soit politique, économique, socio-culturelle et/ou sécuritaire.

Troisièmement, les peuples africains en général et ceux sahéliens en particulier ont découvert des chaînes d'aliénations économique, sécuritaires, socio-culturelles matérialisées en accords secrets avec la France et sont engagés à les casser pour leur émancipation véritable. Ce sont entre autres :

- la dette coloniale, nous n'allons pas fermer les yeux et la payer tout en laissant nos populations mourir de faim, de soif et de maladie ;

- la question de la monnaie donc du Franc CFA (Franc des Colonies Françaises d'Afrique) n'est pas une propriété africaine. Au plan juridique « la propriété » est « le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue » (Article 544 du Code civil français). Un brevet est donc détenu par la France sur le Franc CFA ; elle est par conséquent propriétaire du Franc CFA et elle la loue aux États francophones Africains. Ce qui est marrant en plus est que les billets produits par la France pour l'Afrique de l'Ouest diffèrent de ceux de l'Afrique centrale en valeur monétaire sous la même appellation de franc CFA. Le seul document reconnaissant le Franc CFA est le

décret n°45-0136 du 26 décembre 1945 dont les signataires furent : Charles De Gaulle, Président du Gouvernement provisoire ; René PLEVEN Ministre des Finances et Jacques SOUSTELLE, Ministre des Colonies ;

- la priorité aux intérêts et aux entreprises françaises dans les marchés publics et appels d'offre publics ;
- le Droit exclusif de fournir des équipements militaires et de former les officiers militaires des colonies ;
- etc.

Quatrièmement, personne n'applaudit un coup d'État, mais si nous ignorons que ces coups d'État sont souvent des conséquences de la mauvaise gouvernance et des tripatouillages constitutionnels pour s'offrir des mandats supplémentaires, il y en aura toujours. Donc ayons la lucidité de combattre les vraies causes en restant exigeant sur le respect des règles démocratiques et de la gouvernance vertueuse.

Cinquièmement, les peuples africains ne sont pas opposés au peuple français. Mais c'est plutôt la politique française, pleine de condescendance qui est rejetée. En effet, la France en refusant le rapatriement de son ambassadeur récusé au Niger, est une

violation du Droit international notamment l'article 9 alinéas 1 et 2 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques de 1961.

En décidant de l'interdiction des artistes du Burkina Faso, du Mali, et du Niger en France, c'est une méconnaissance grave de la portée culturelle en tant que moteur d'équilibre familiale, communautaire voire nationale. L'artiste est un médecin du psychique.

En déclarant qu'ils ne veulent pas de chômeurs, de migrants, de voleurs etc. en France, nous en Afrique en Général et au Sahel en particulier, ce sont les producteurs de chômeurs et de voleurs via le pillage cynique de nos ressources que nous ne voulons pas.

Mes sincères reconnaissances aux peuples du Monde, et à l'ensemble des personnalités à tous les niveaux dans le monde qui comprennent et accompagnent le Burkina Faso, le Mali, et le Niger dans cette montée certes difficile mais sacerdotale sur le chemin de la pleine émancipation, l'expression de la dignité, de l'honneur, de la liberté, de l'égalité, de la prospérité, de la Justice et donc de la Paix !

Face à la situation que traverse le Burkina Faso, le gouvernement burkinabè a mis en œuvre des actions vigoureuses à travers l'adoption d'un nouveau plan de développement, le Plan d'Action pour la Stabilisation et le Développement (PA-SD 2023-2025), et ses quatre axes prioritaires qui sont :

- La lutte contre le terrorisme et la restauration de l'intégrité territoriale ;
- La réponse à la crise humanitaire ;
- La refondation de l'État et l'amélioration de la gouvernance ;
- La réconciliation nationale et la cohésion sociale.

Ces efforts visent à offrir à la population burkinabè de meilleures conditions de vie. Tout en saluant l'ensemble des partenaires à travers le monde qui nous accompagnent, nous invitons vivement ceux qui sont toujours dans le doute ou tétanisés par des rapports au contenu faux qu'ils sont les bienvenus au Burkina Faso à condition que le partenariat cadre

avec la vision de la Transition résumée dans ces quatre axes.

Vive l'ONU !

Vive la 78e Session de l'Assemblée Générale !

Vive les peuples en lutte !

Vive la solidarité entre les Peuples !

Vive l'Afrique Libre !

Vive l'Alliance des États du Sahel !

Vive le Burkina Faso, Pays des Hommes Intègres !

HASTA LA VICTORIA, SIEMPRE !

La Patrie ou la Mort Nous Vaincrons !